

Questions orales

Nous avons commencé à prendre des mesures et nous continuerons à en prendre dans les semaines et les mois à venir.

* * *

LES LANGUES OFFICIELLES

M. Randy White (Fraser Valley—Ouest): Monsieur le Président, j'aimerais que les réponses qui nous sont fournies soient aussi bonnes que celles que les députés libéraux obtiennent de leurs ministres. Quelle manigance!

Ma question s'adresse au ministre du Patrimoine. Pendant le congé du printemps, le ministre a diffusé une brochure de 40 pages dans laquelle il affirme aux Canadiens que toutes les allégations sur les dépenses excessives qu'entraîne la Loi sur les langues officielles sont fondées sur des malentendus. Selon lui, il est faux de prétendre que les coûts atteignent des milliards de dollars. Il en aurait coûté 319 millions de dollars en 1992-1993 pour offrir des services dans les deux langues officielles.

Le ministre peut-il expliquer à la Chambre comment il se fait que les chiffres qu'il avance soient si nettement inférieurs à la somme de 654 millions de dollars dont parle même le commissaire aux langues officielles?

L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien): Monsieur le Président, les chiffres sont exacts, mais n'ont jamais visé à englober tout le soutien offert aux langues officielles du Canada.

M. Randy White (Fraser Valley—Ouest): Monsieur le Président, cela prouve bien ce que nous disions. Il reste que le coût véritable, le coût total, les coûts directs et indirects n'ont jamais été connus. Nous réclamons depuis longtemps un débat à ce sujet. Le ministre s'engagera-t-il à tenir un débat sur cette question?

• (1445)

L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien): Monsieur le Président, les chiffres ont été diffusés. Si mon collègue n'a pu les consulter, je serai heureux de les lui communiquer.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

M. Yvan Bernier (Gaspé): Monsieur le Président, les pêcheurs de morue de la Gaspésie croient qu'il y aura augmentation des quotas de crabe et ils en veulent une part. Naturellement, les crabiers défendent leur chasse gardée et la tension monte. Les morutiers sont pauvres et inactifs, plusieurs d'entre eux arrivent au bout de leurs prestations d'assurance-chômage. Ils se battent pour vivre dignement et ils se battent pour manger. Le ministre ne peut pas continuer de les ignorer.

Ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Puisque le ministre n'a pas encore déposé le plan de pêche pour le crabe de la zone 12, ni le plan quant à l'avenir des pêches, ni son programme d'aide financière aux pêcheurs, à quel moment le ministre donnera-t-il une réponse claire aux pêcheurs? Attendra-t-il que la situation s'envenime encore plus?

[Traduction]

L'hon. Brian Tobin (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je veux remercier le député pour sa question et pour l'intérêt qu'il porte au secteur des pêches. Je réitère l'offre que je lui ai faite par écrit, ainsi qu'à son chef, de venir me rencontrer pour se renseigner sur toute question touchant les pêcheurs du Canada atlantique.

Il n'a peut-être pas encore trouvé le temps de répondre à mon offre, mais je peux lui dire que les pêcheurs du Québec et leurs syndicats ont trouvé le temps de me rencontrer à plusieurs reprises pour se renseigner sur les questions qui les intéressent. Si le député était aussi bien informé qu'eux, il saurait que, d'ici quelques semaines, le ministre du Développement des ressources humaines et moi-même annoncerons un train de mesures pour faire face à la crise que traverse actuellement le secteur des pêches au Canada atlantique. Ces mesures seront généreuses puisque nous reconnaissons la gravité de la situation dans la région, mais elles tiendront compte de la capacité financière du gouvernement.

[Français]

M. Yvan Bernier (Gaspé): Monsieur le Président, le ministre, par son indécision, a provoqué des tensions dans l'industrie de la pêche. Reconnaît-il maintenant que les pêcheurs attendent plus qu'une déclaration gouvernementale, mais qu'ils veulent des explications précises sur les décisions à venir? Il y a des gens qui attendent; il y a des tensions en ce moment.

[Traduction]

L'hon. Brian Tobin (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, le ministère des Pêches et des Océans et le ministère du Développement des ressources humaines ont lancé le plus vaste processus de consultation sur l'avenir du secteur des pêches jamais entrepris par le gouvernement du Canada. Nous croyons que ces consultations nous permettront d'annoncer des mesures constructives et réalistes d'ici quelques semaines.

Si le député veut vraiment en savoir plus long, il devrait accepter l'offre que j'ai faite aux pêcheurs du Québec, plus particulièrement à ceux de la Gaspésie, et venir me rencontrer pour que je lui donne toute l'information possible sur la question.

J'aimerais bien entendre toute remarque positive et constructive que le député pourrait vouloir faire au sujet de cette situation difficile. C'est facile de dire n'importe quoi, mais c'est souvent plus utile de se donner la peine de dire des choses sensées.

* * *

LA JUSTICE

M. Paul E. Forseth (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le premier ministre pourrait-il clarifier la position de son gouvernement sur le système de justice pénale? D'une part, le ministre de la Justice parle de renforcer ce système et, d'autre part, un député libéral influent aurait déclaré, selon de nombreuses sources, qu'il voulait faire accorder des libérations conditionnelles après 15 ans d'emprisonnement à des détenus